



DIAGNOSTIC : CAPITAL AMORÇAGE & RISQUE AU MAROC

Partenaires











Executive summary

ontexte

Face à un écosystème des start-ups encore au stade embryonnaire, l'AMIC a lancé un diagnostic visant à :

- Dresser un état des lieux du capital amorçage et risque au Maroc
- Réaliser un benchmark international du capital amorçage et risque
- Élaborer des propositions d'actions et une feuille de route pour le développement de l'écosystème des start-ups au Maroc

Ce diagnostic comporte 39 constats divisés en 6 volets :

- Juridique et fiscal
- Financement
- Culture
- Support
- Capital Humain
- Marché

Principaux constats

- ▶ Lourdeur et complexité des démarches administratives et des procédures judiciaires
- ▶ Absence d'instruments financiers en phase avec les besoins des entrepreneurs et investisseurs
- ► Faible soutien financier public aux structures d'accompagnement
- ▶ Manque d'incitations fiscales pour les investissements en Recherche & Développement
- ► Enjeu de l'autonomie financière des entrepreneurs
- ► Faible dynamisme des Business Angels
- Manque de soft skills et de compétences Business (sens des affaires) chez les porteurs de projets
- ▶ Programmes et orientation scolaires non adaptés aux enjeux et aux métiers d'avenir
- Marché local (corporate) réduit pour les start-ups

Une feuille de route détaillée a été définie sur un moyen/long terme (2019/2021), précisant le périmètre d'intervention de chaque membre de l'écosystème. Nous notons 6 actions prioritaires pour la mise en place d'un écosystème solide et attrayant :

Création d'une instance nationale publique-privée pour le capital amorçage

Élaboration
d'une vision
commune pour
la promotion de
l'innovation

Adaptation du système juridique et fiscal à la start-up, au fondateur et aux investisseurs

Mise en place de mesures de financement efficaces pour entrepreneurs et start-ups

Renforcement des capacités d'accompagne ment de l'écosystème Ouverture des marchés publics et stratégiques aux start-ups



Contexte et objectifs de l'étude

L'accompagnement des projets d'amorçage et des entreprises innovantes au Maroc est aujourd'hui confronté à des contraintes de financement inadaptées aux spécificités et aux besoins de la start-up.

Plusieurs start-ups à fort potentiel de croissance ne bénéficient pas, actuellement, d'un accompagnement financier adapté à moyen-long terme et capable de répondre à leurs besoins en financement à chaque étape de leur développement. En effet, peu de start-ups parviennent à attirer des investisseurs locaux ou internationaux. La grande majorité d'entre elles ne dispose pas de l'expertise et des compétences nécessaires pour pérenniser l'activité et maintenir un rythme de croissance.

Consciente des problématiques auxquelles fait face la start-up marocaine, l'Association Marocaine des Investisseurs en Capital (AMIC) est convaincue de la nécessité de repenser l'écosystème actuel du capital amorçage et de promouvoir une collaboration public-privé pour la mise en place d'une configuration adaptée aux besoins de l'ensemble des parties prenantes (start-ups, investisseurs, structures d'accompagnement, structures de formation et autres).

La recherche menée par l'AMIC a pour objectif de dresser un état des lieux du financement de l'amorçage au Maroc, de formuler des propositions d'actions et d'établir une feuille de route définissant les projets prioritaires à mener par chaque intervenant clé dans l'écosystème actuel de la start-up.

Sommaire

1.	Environnement entrepreneurial	4	
2.	Écosystème Start-ups au Maroc	6	
3.	Benchmark international	11	
4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	26	
5.	Propositions d'actions	33	
6.	Feuille de route	46	
7.	Annexes	48	



Environnement entrepreneurial

Actualités et principaux projets

Actualités en rapport avec l'écosystème

- Loi sur les OPCC
- Programmes de financement Fonds Innov Invest
- LF 2018 Crédit d'impôt recherche plafonné à 200 KMAD
- Création de l'Agence de Développement du Digital (ADD)
- Statut Auto-entrepreneur
- Stratégie Maroc Digital 2020



Projets en cours

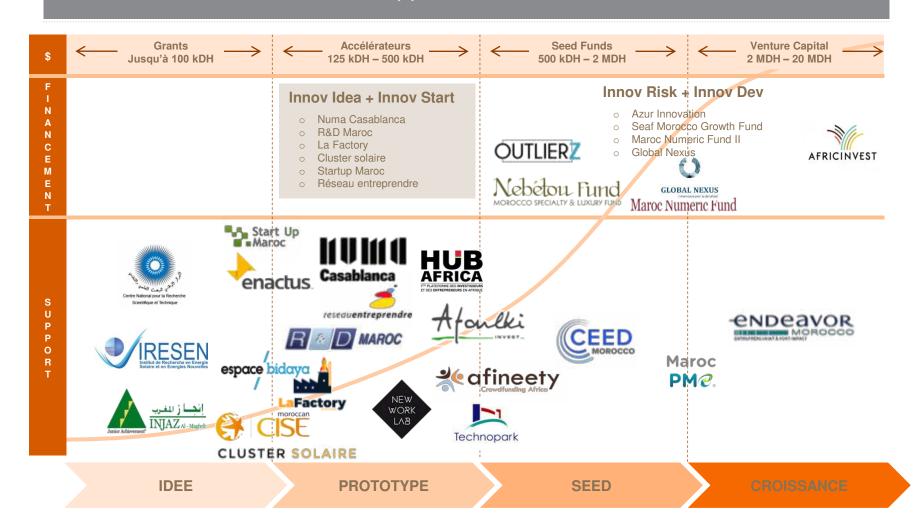
- Projet de loi sur le Crowdfunding
- Projet de loi sur les Business Angels
- Projet de Nouvelle charte d'investissement
- Création de l'Académie des entrepreneurs par la CGEM
- Crowdsourcing de la feuille de route de l'ADD #digitalfikra

Sommaire

	1.	Environnement entrepreneurial	4	
	2.	Écosystème Start-ups au Maroc	6	
,	3.	Benchmark international	11	
,	4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	26	
ţ	5.	Propositions d'actions	33	
	6.	Feuille de route	46	
	7.	Annexes	48	



Acteurs de financement et de support



7



Acteurs rencontrés

Incubateurs/Accélerateurs













Cabinets d'avocats



Sayarh & Menjra
Cabinet d'avocats



Ministères

Royaume du Maroc Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique



المملكة المغربية وزارة الصناعسة والتجارة والإستثمار والإقتصاد الرقمي



Universités et centres de recherche



Fonds d'investissement





Maroc Numeric Fund



Exemples du MCISE et d'ENACTUS MOROCCO – Entrepreneuriat social



Présentation

Le MCISE est une organisation à but non lucratif dédiée à la recherche de solutions innovantes et entrepreneuriales à chaque défi social au Maroc



Mission

Mission

Trouver des solutions novatrices et entrepreneuriales pour chaque défi social au Maroc



Résultats du 1er Février 2015 au 31 Juillet 2017 du programme « DARE inc » :

- +300 candidatures reçues
- 80 Projets accompagnés
- 60 Projets incubés
- 22 Entreprises créées
- +100 Emplois directs créés
- +250 évènements et formations

- 19 Entreprises bénéficiant de 28.500 Dhs
- 60 formateurs en entrepreneuriat social
- +80 Associations avant bénéficié de formations
- +3000 personnes formées
- 12000 visiteurs au Dare Space



Présentation

ENACTUS est une ONG internationale qui œuvre dans le domaine de l'entrepreneuriat social estudiantin et le développement durable



Développer l'esprit et les compétences entrepreneuriales des étudiants et les accompagner dans la mise en œuvre de projets d'entrepreneuriat favorisant le progrès sociétal



Résultats 2015/2017 du programme « Empact » :

- 2 à 3 appels à projets par an
- 65 projets accélérés
- 28 entreprises créées
- 10 entreprises en cours de création
- 81 fondateurs
- 172 emplois créés
- Plus 2 MDH en chiffre d'affaires total cumulé

















Critères de sélection des projets

Le processus de sélection des projets par les investisseurs se base sur un ensemble de critères déterminants tels le caractère innovant du projet ou encore la maturité de l'équipe et son degré d'engagement

Importance	Critères	Détail du critère recherché par les incubateurs/investisseurs
****	Equipe	 Bénéficier d'une couverture des postes clés de l'entreprise Avoir du potentiel de leadership Avoir l'expertise technique
****	Elément financier	❖ Potentiel de croissance du chiffres d'affaires
****	Produit / Service	 Produit innovant à forte valeur ajoutée Offre différenciée et attractive
****	Marché	❖ Intérêt des clients cibles pour l'offre
***	Secteur d'activité	 Secteur porteur à fort potentiel de croissance Essentiellement en IT

Sommaire

1.	Environnement entrepreneurial	4	
2.	Écosystème Start-ups au Maroc	6	
3.	Benchmark international	11	
4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	26	
5.	Propositions d'actions	33	
6.	Feuille de route	46	
7.	Annexes	48	



CHILI

Modèle d'accueil de l'innovation mondiale

Bonne pratique retenue

Start-up Chile: Incubateur et accélérateur public de start-ups innovantes lancé en 2010 par le gouvernement chilien avec pour objectif d'attirer des porteurs de projets internationaux

Sponsor de la bonne pratique

Gouvernement chilien

Instigateur de l'écosystème

En 2010, le gouvernement chilien a décidé de mettre en place Start-Up Chile, avec l'objectif ambitieux de créer un environnement entrepreneurial dans le pays

Vision:

- Transformer la culture nationale dans son rapport avec l'entrepreneuriat, l'esprit d'initiative et la prise de risque
- Devenir un hub mondial de l'innovation technologique et des projets à fort impact économique et social



Description de la bonne pratique

Financement jusqu'à \$300.000 USD à travers des programmes de financement adaptés :

- S Factory
- Seed
- **Follow on Funds**



Simplification des démarches d'obtention de visa de travail d'un an et d'installation au Chili





Mise en relation avec des communautés d'entrepreneurs et d'investisseurs nationaux et internationaux / Organisation d'évènements (Demo Day Tech Evenings)



Programme de formation SUP'ACADEMY

Organisation de formations de terrain, workshops et rencontres de professionnels



+1400 start-ups créées

+4000 Entrepreneurs de **79** pays

5162 emplois créés dont **1562** au Chili

Taux de survie des Start-ups créées : 51% +50 pays ayant reproduit le même programme



CHILI

Modèle d'accueil de l'innovation mondiale

Environnement	
fiscal	

IS	IR	TVA
25%	0% à 40%	19%
Droits d'enregistrement	Dividendes	Plus-values
0.8%	35%	35%

Recherche & Développement

Investisseurs

Incitations fiscales

 Loi 20.241 : Crédit d'impôt sur le revenu de 35% pour tout investissement en R&D plafonné à 1,2 millions de dollars

Loi sur les investissements - Décret-loi 600 :

 garantit une invariabilité fiscale pour les sociétés étrangères, applicable pour une durée de 10 ans. Pendant cette période, l'entreprise a l'assurance que ses revenus seront imposés à un taux fixé à l'avance, quelles que soient les modifications susceptibles d'affecter le système fiscal chilien



EGYPTE

Programme de stimulation de la créativité

Bonne pratique retenue

IDEATION MARATHON - Concours régional ayant pour objectif de sélectionner les meilleures solutions innovantes aux problématiques sociétales en Egypte et dans le monde.

Sponsor de la bonne pratique

Centre d'innovation technologique et d'entrepreneuriat (TIEC) affilié au Ministère des Communications et des Technologies de l'information

Instigateur de l'écosystème

Après la révolution égyptienne en 2011, et face à un fort taux de chômage, un groupe de jeunes diplômés égyptiens ont décidé de prendre en main le développement économique de l'Egypte en créant leurs propres start-ups

Comment?

 Organisation d'ateliers pédagogiques interactifs afin de présenter les outils et la méthodologie de la pensée innovante et la création d'idées originales en utilisant la technologie

Qui?

- Étudiants ou diplômés universitaires publics et privés en IT et Business management
- Entrepreneurs
- · Limite d'âge : 40 ans

Organisation

- Caire / Nouvelle Assiout / Alexandrie
- Transport et repas offerts



Inscription des participants



Organisation de camps de réflexion : Présentation de projets et sélection des 3 meilleures équipes de chaque camp



Demi finale:

Accompagnement des équipes shortlistées par un groupe de mentors et experts / Présentation des projets et sélection des finalistes



Finale:

Présentation des projets finaux et sélection des trois meilleures équipes de chaque région / Remise des prix

Description de la bonne pratique



EGYPTE

Programme de stimulation de la créativité

Environnement
fiscal

IS	IR	TVA
22,5%	0% à 20%	14%
Droits d'enregistrement	Dividendes	Plus-values

Investisseurs étrangers

Incitations fiscales

- Les projets d'investissements sont exemptés de droits de timbre, des honoraires de certification et d'immatriculation pendant 5 ans à compter de la date d'inscription au Registre du Commerce.
- L'Etat accorde jusqu'à 50% de réduction sur les bénéfices nets imposables. La période de remise ne devrait pas dépasser 7 ans à compter de la date de début de l'activité.

Procédures administratives

- Octroi d'un permis de résidence aux investisseurs non égyptiens pour toute la durée du projet
- Mise en place d'un système de guichet unique pour toutes les démarches administratives : le GAFI* servira de coordinateur entre les investisseurs et les autorités gouvernementales

Source: Loi sur les investissements n°72 / 2017, GAFI

^{*} General Authority For Investment



KENYA

Konza City - Création d'une ville connectée

Bonne pratique retenue

Création de Konza, ville connectée à 50 Km de Nairobi, qui s'inscrit dans la vision digitale du pays ICT Autority, organisme de régulation et de contrôle indépendant du secteur des NTIC

Sponsor de la bonne pratique

Le gouvernement dans le cadre de la vision « Kenya 2030 »

Instigateur de l'écosystème

L'écosystème kenyan a été porté par les **success stories de start-ups kényanes** : M-Pesa (2007) et Ushahidi (2008)

Aperçu de la vision:



Konza, une cité tournée vers les nouvelles technologies

Écosystème entrepreneurial : start-ups, incubateurs et investisseurs

Infrastructures de **classe mondiale** (hôpitaux, transports, restaurants, boutiques et autres)

Système de capteurs dans toute la ville pour la gestion des services urbains (circulation, santé, énergie , logistique et autres)

Création à terme de 200.000 emplois

Mise à la disposition des start-ups des **données collectées par la ville** dans une démarche **d'amélioration et d'innovation** des usages quotidiens



Organisme de régulation du secteur des NTIC

Mission: Etre le leader dans la transformation du Kenya en un hub régional des NTIC et en une économie numérique compétitive à l'échelle mondiale

Mise en place de la fibre optique à l'échelle nationale (NOFBI)

Digitalisation de l'administration (registre des naissances et décès, dossier judiciaire, registre des sociétés et agence de presse)

Alphabétisation numérique de la population

Création d'un **portail d'Open Data** des études et recherches effectuées par le pays



KENYA

Konza City - Création d'une ville connectée

Environnement
fiscal

IS	IR	TVA
30 %	37,5 %	0%/ 16%
Droits d'enregistrement	Dividendes	Plus-values

Entrepreneurs

Incitations fiscales

Absence d'un système d'incitations fiscales exclusivement destiné aux start-ups mais des avantages sont accordés aux entreprises à l'export ou implantées dans des zones spéciales :

- Taux IS préférentiel (10%) pour les entreprises installées dans les Zones Economiques Spéciales pendant 10 ans
- **Exonération d'IS** pour les compagnies se trouvant dans les zones franches d'exportation pendant 10 ans



MALAISIE

Modèle de soutien public à l'écosystème entrepreneurial

Bonne pratique retenue

MaGIC – Centre académique lancé en 2014 entièrement dédié à l'innovation et à la créativité qui se trouve au cœur de la smart city Cyberjaya et qui est incontournable dans l'écosystème entrepreneurial de la Malaisie

Sponsor de la bonne pratique

Ministère des Finances

Instigateur de l'écosystème

« **Multimedia Super Corridor** » - Création par le gouvernement d'une zone économique spéciale, sous forme de cluster, en 1996 dotée d'un programme ambitieux (notamment dans les NTIC) qui s'inscrit dans la Vision 2020

MaGIC Educ8 MaGIC Academy MaGic Academy Symposium Pre-Accelerator Bootcamp Global Accelerator Program e@Stanford Impact-Driven Enterprises MaGIC IDEA Social Enterprise Ventures

MaGIC IDEA

Social Enterprise Ventures

13 811 Entrepreneurs formés



Espaces Co-Working & Evénements		
	Cyberjaya Campus	
	Sarawak Campus	
	Auditorium et espaces dédiés	
MaGIC Cer	ntral – Bases de données	
	Ressources Entrepreneuriat	
	Par Profil / Stade / Type / Lieu	
Centre E	intrepreneuriat ASEAN	
	Développement international	
	Implantation locale	

MaGIC Activate - Open Innovation -

Description de la bonne pratique



MALAISIE

Modèle de soutien public à l'écosystème entrepreneurial

Environnement	
fiscal	

Incitations

fiscales

IS

IR

TVA

24%

26 %*

6%

Droits d'enregistrement

Recherche &

Plus-values

0 %

Dividendes

0 %

Développement

Société R&D Contractuelle Investissement R&D

Les entreprises qui fournissent des services de R & D à des tiers sont éligibles pour :

- Exonération totale de leurs revenus imposables pour une période de 5 ans (prorogeable de 5 ans), ou
- **Réduction d'impôt** de 100% des montants engagés sur une période de 10 (extensible par 10 ans) à hauteur de 70% des revenus imposables

Investisseurs

- Exonération fiscale des sociétés de gestion qui investissent dans des fonds dédiés au capital amorçage/risque pour une période de 10 ans. sous conditions :
 - Au moins 70 % des fonds investis dans le capital risque
 - Au moins 50 % des fonds investis dans le capital amorçage
- Crédit d'impôt pour une personne ou une société investissant dans une entreprise en phase d'amorçage

Entrepreneurs

Plusieurs types d'incitations fiscales sont proposées aux porteurs de projets dans des entreprises en phase de démarrage et/ou innovantes (*High-technology* companies):

- Exonérations fiscales totale sur une période allant de 5 à 10 ans
- Crédits d'impôts à hauteur de 70% des montants investis sur une période de 5 ans

Progressif



RWANDA

Politique publique volontariste et performante

Bonne pratique retenue

Élaboration en 2000 de la **Vision 2020** résultant d'un processus consultatif national qui a duré 3 ans et qui a impliqué toutes les forces vives de la société rwandaise

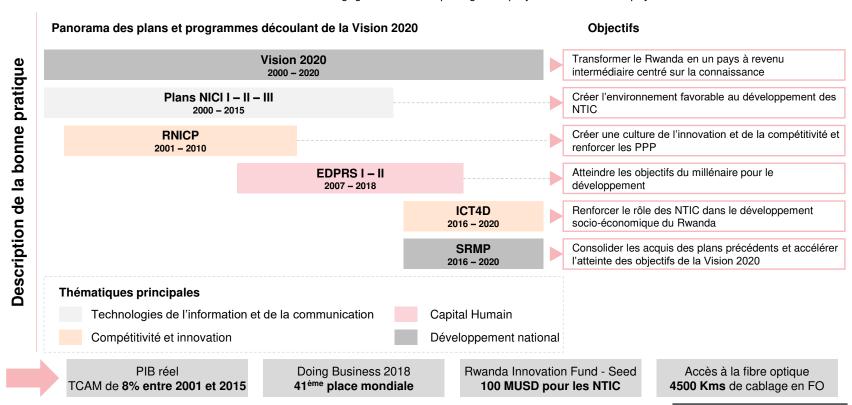
Sponsor de la bonne pratique

Président Paul Kagamé

Rwanda Development Board - Structure publique de pilotage et d'opérationnalisation de la stratégie

Instigateur de l'écosystème

Le **Président du Rwanda** a joué un rôle moteur et déterminant dans le développement de l'écosystème grâce à sa vision et son engagement dans le pilotage des projets structurants du pays





- Exonération d'IS durant une

opérant dans le secteur de la

microfinance

période de 5 ans pour les sociétés

RWANDA

Politique publique volontariste et performante

des montants engagés dans la

R&D

	IS	IR	TVA
Environnement fiscal	30%	30%*	18%
	Droits d'enregistrement	Dividendes	Plus-values
	-	15%	0%
	Recherche & Développement	Investisseurs	Entrepreneurs
Incitations fiscales	- Crédit d'impôt à hauteur de100%	- Exonération fiscale des sociétés de gestion inscrites au niveau de l'Autorité des Marchés de Capitaux qui investissent dans des fonds dédiés au capital amorçage/risque pour une période de 5 ans - Application d'un taux d'IS	- Application d'un taux d'IS préférentiel de 15% pour les sociétés opérant dans les TIC et dans les services financiers

préférentiel de 15% pour les fonds

d'investissement, les sociétés de

 Réduction de l'IS pour les sociétés cotées proportionnellement au degré d'ouverture de leur capital au

gestion de fonds et les sociétés

opérant dans les TIC

public

^{*} Progressif



TUNISIE

Start-up Act - Une loi pour le décollage de l'écosystème

Bonne pratique retenue

Start-up Act, loi s'inscrivant dans la stratégie de développement national « Tunisie digitale 2020 »

Sponsor de la bonne pratique

Ministère de la communication et de l'économie numérique appuyé par le chef du gouvernement et avec la participation d'entrepreneurs, d'investisseurs et d'accompagnateurs

Instigateur de l'écosystème

Groupement d'acteurs de l'écosystème (Administration, entrepreneurs, investisseurs, structures d'accompagnement et société civile) ayant contribué à l'élaboration du Start Up Act



Innovation encouragée

Congé d'un an renouvelable une fois pour tout employé ayant plus de 3 ans d'ancienneté voulant lancer une start-up

Bourse de vie accordée à 3 fondateurs au plus, calculée sur la moyenne des précédents salaires

Dépôt de brevet sans frais à l'échelle nationale et internationale



Incitation de la réglementation

Reforme de la SAS pour autoriser l'émission de différents types d'actions (stock-option, BSA et autres)

Interlocuteur unique pour la création, le développement et la liquidation des start-ups

Intégration des start-ups au quota des appels d'offres publics



Avantages financiers

Déduction d'impôt totale des investissements effectués par des personnes morales et physiques et de leurs plus-values

Exonération de l'impôt sur les sociétés ainsi que la prise en charge par l'Etat des charges salariales et patronales

Participation des fonds d'investissement dans les start-ups garantie à hauteur de 30 %



Activités internationales simplifiée Augmentation de la dotation d'achat à l'étranger à travers la carte technologique à 100 kDT/an (250 kMAD)

Autorisation d'avoir un compte en devises en Tunisie et d'investir librement ses avoirs Start-ups considérées comme « Opérateurs Economiques Agréés » au sens douanier et sont exemptées de procédure d'homologation à l'import



Adapter le cadre juridique

- <8 ans d'existence</p>
- CA et bilan inférieur à 30 MDT (75MMAD) et moins de 100 employés
- · Modèle économique innovant
- · Potentiel de croissance important

Label start-ups accordé par un comité composé de représentants de fonds, des pouvoirs publics, et d'experts



TUNISIE

Start-up Act - Une loi pour le décollage de l'écosystème

	IS	IR	TVA
Environnement fiscal	25%	0 à 35%	19%
	Droits d'enregistrement	Dividendes	Plus-values
	-	0% pour les résidents 5% pour entreprises et personnes physiques non résidentes	7%/13%
	Recherche & Développement	Investisseurs	Entrepreneurs
Incitations fiscales*	- Prise en charge des frais d'enregistrement et de dépôt de brevet	- Déduction d'impôt totale des investissements effectués par des personnes morales et physiques et de leurs plus-values	 Exonération de l'impôt sur les sociétés ainsi que la prise en charge par l'Etat des charges salariales et patronales. Autorisation d'avoir un compte en devises en Tunisie et d'investir librement ses avoirs. Interlocuteur unique pour la création, le développement et la liquidation des start-ups

^{*} Pour les startups

^{**:} pour les non-résidents



TURQUIE

Les entreprises au cœur de l'écosystème

Bonne pratique retenue

Démarche d'Open innovation adoptée par Turkish Airlines pour développer l'écosystème des start-ups

Sponsor de la bonne pratique

Turkish Airlines

Instigateur de l'écosystème

Gouvernement Turc grâce aux mesures fiscales en faveur de l'écosystème



Soutien et coopération avec l'accelérateur Plug & Play



Programme d'accompagnement de **20-30 start-ups** par an pour une durée de **3 mois**

Investissement allant jusqu'à USD 500.000

Partenariat avec des universités et industriels

Mentors de classe mondiale

Création d'un département digital sur **5 volets d'innovation**

IoT: Navigation à l'intérieure de l'avion, suivi du passager et surveillance des équipements

IA chatbots: Check in, ticket d'embarquement

Big data: Notification pour avoir les informations sur le vol en temps réel

Wearable: Vêtement connecté du personnel de bord

Réalité augmenté

Programme « Invest on board »



Les voyageurs en classe affaire peuvent visionner des pitch et décider de financer les start-ups



TURQUIE

Les entreprises au cœur de l'écosystème

	IS	IR	TVA
Environnement	22%	22%	18%
fiscal	Droits d'enregistrement	Dividendes	Plus-values
	-	15%	1% à 8%
	Recherche & Développement	Investisseurs	Entrepreneurs
Incitations fiscales	 Crédit d'impôt total des investissements dans la recherche Déduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 95% sur le revenu des chercheurs (dépend du niveau d'étude du chercheur) 	 Abattement de 75% sur les plusvalues de cession de titres soumis à certaines conditions de durée Exonération des plus values réalisées sur les investissements d'entreprises turcs cotées à la bourse d'Istanbul 	 Exonération de l'IR pour les développeurs opérant dans les zones technologiques Exonération de TVA sur l'achat de logiciel et progiciel

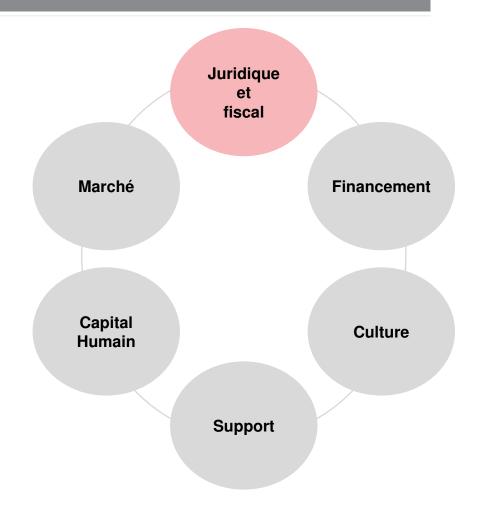
Sommaire

1.	Environnement entrepreneurial	4	
2.	Écosystème Start-ups au Maroc	6	
3.	Benchmark international	11	
4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	26	
5.	Propositions d'actions	33	
6.	Feuille de route	46	
7.	Annexes	48	



Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc (1/6) 39 constats répartis en 6 volets

Absence d'une définition juridique de la start-up Rigidité et inadaptation des formes juridiques Lourdeur de la procédure de la loi sur les OPCC pour les fonds dédiés à l'amorçage JURIDIQUE Absence d'instruments financiers adaptés aux start-ups (stock-options, BSA, OCA et autres) Lourdeur et complexité de la procédure relative à la liquidation judiciaire Lourdeur et complexité des procédures liées à l'internationalisation des start-ups Difficultés pour attirer les talents étrangers Inadaptation du système fiscal à la start-up et au fondateur FISCAL Manque d'incitatifs fiscaux aux investissements en R&D





Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc (2/6) 39 constats répartis en 6 volets

Financement limité dû à l'aversion au risque des investisseurs

Faible liquidité des investissements dans les start-ups

Absence d'un modèle standard de contrat d'investissement pour le financement en amorçage

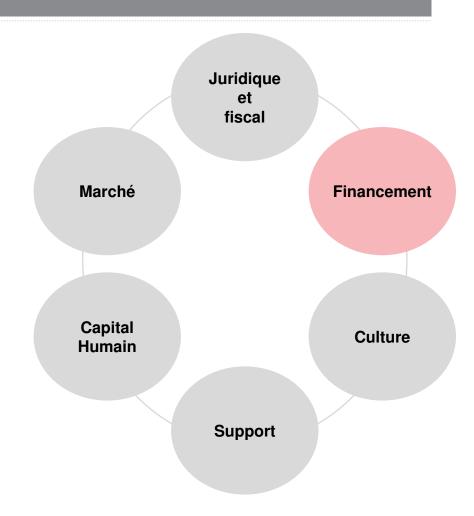
Communication insuffisante sur les aides publiques liées au financement des start-ups

Faible budget alloué à la R&D au sein des universités

Faible dynamisme des Business Angels

Absence de plateformes opérationnelles de crowdfunding

Enjeu de l'autonomie financière des entrepreneurs





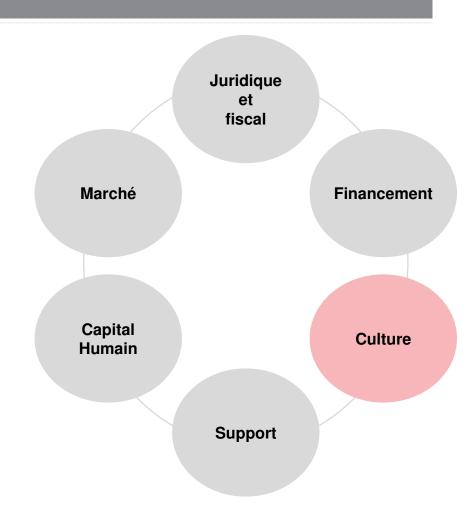
Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc (3/6) 39 constats répartis en 6 volets

Implication insuffisante des entrepreneurs expérimentés dans l'encadrement des start-ups (mentoring, giving back et autres)

Normes sociales et culturelles non favorables à l'entrepreneuriat et la prise de risque

Faible implication des grandes entreprises et des fondations privées dans l'écosystème « Open Innovation »

Visibilité insuffisante des success stories des entrepreneurs marocains





Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc (4/6) 39 constats répartis en 6 volets

Faible soutien financier public aux structures d'accompagnement

Fragilité financière des structures d'accompagnement limitant le soutien aux entrepreneurs

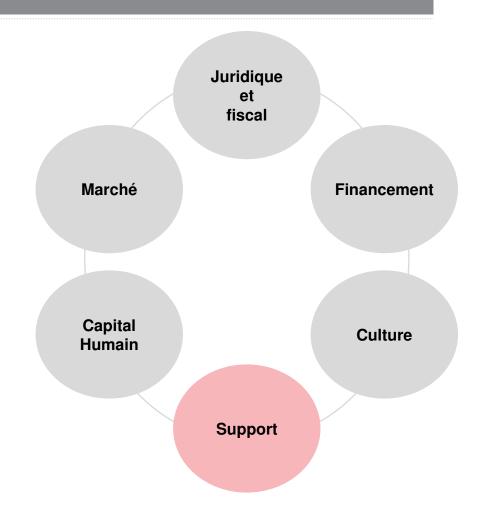
Absence d'un cadre de coordination pour les structures d'accompagnement (incubation, accélération, mentoring et autres)

Programmes d'accompagnement non adaptés aux étudiants universitaires

Sourcing de projets insuffisant

Manque d'interactions entre les entreprises, les universités, les investisseurs et les entrepreneurs

Difficultés d'accès à l'expertise (avocats, conseils et autres)





Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc (5/6) 39 constats répartis en 6 volets

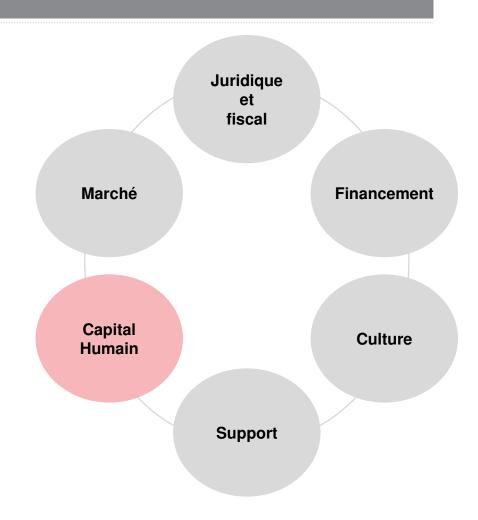
Manque de soft skills et de compétences Business (sens des affaires) chez les porteurs de projets

Faible sensibilisation des étudiants à l'esprit d'entrepreneuriat et à la démarche d'innovation

Frein à l'entrepreneuriat lié aux **inégalités en termes de** "capital social" (réseaux, capacité d'adaptation et autres)

Programmes et orientation scolaires non adaptés aux enjeux et aux métiers d'avenir

Absence de statut de chercheur permettant d'accéder à des ressources dédiées (thèse)





Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc (6/6) 39 constats répartis en 6 volets

Aucun accès aux marchés publics

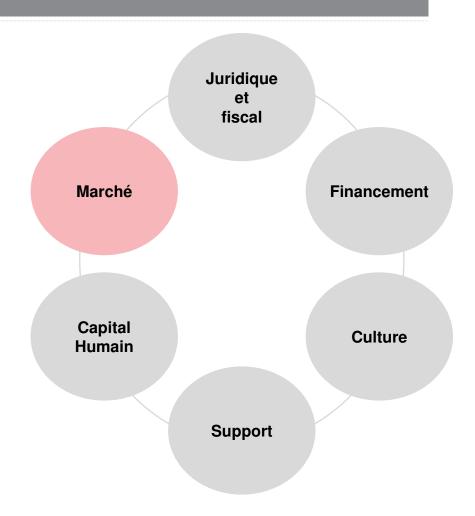
Marché local (corporate) réduit pour les start-ups

Délais de paiement longs et préjudiciables à la survie des start-ups

Barrière à l'entrée pour des marchés stratégiques (grands comptes)

Absence de réseaux structurés de start-ups et de leurs produits / services

Absence d'appui pour l'accès aux marchés internationaux



Sommaire

1.	Environnement entrepreneurial	4
2.	Écosystème Start-ups au Maroc	6
3.	Benchmark international	11
4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	26
5.	Propositions d'actions	33
6.	Feuille de route	46
7.	Annexes	48



Propositions d'actions (1/12)

Stratégique		Proposition de	l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Création d'une instance nationale publique-privée fédérant les acteurs de l'écosystème pour développer une vision commune et pérenne pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation Identification des membres clés • Recensement et rassemblement des acteurs clés dans l'écosystème entrepreneurial et d'innovation autour d'objectifs communs • Sélection des membres compétents pour l'opérationnalisation de la stratégie nationale Elaboration d'un plan national • Identification des orientations stratégiques de la vision nationale et des stratégies sectorielles en termes d'innovation, de développement digital et d'entrepreneuriat • Traduire la vision à long terme en projets • Elaboration de plans d'actions à court et moyen termes avec des objectifs précis en précisant les responsables et les résultats attendus Suivi et communication de l'impact des actions • Evaluation des réalisations à intervalles réguliers et périodiques • Communication publique et régulière des actions menées • Définition d'indicateurs de performance des différents projets afin d'évaluer leur impact sur le développement de l'écosystème entrepreneurial et d'innovation au Maroc	CGEM	CGEM/AMIC	MEF / MICIEN / ENSSUP AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement / Investisseurs institutionnels (Banques, Assurances Services financiers)



Propositions d'actions (2/12)

Juridique et Fiscal		Proposition de	l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Définition de la start-up (Charte, label, conditions et avantages) à l'instar de la « Junior Entreprise » en France Création d'une charte et d'un label et d'un statut juridique autour de la start-up marocaine pour leur permettre d'une part de bénéficier d'aides, de subventions et d'avantages fiscaux mais également pour faire profiter l'écosystème des synergies de groupe	Structures d'accompagnement	MICIEN	AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement
Réforme de la SAS, statut OPCC (conditions, flexibilité, capital, procédure et autres) et/ou création de véhicules dédiés Assouplir la réglementation du statut de la SAS pour permettre aux start-ups de l'adopter en : • Ouvrant le capital à d'autres actionnaires que ceux des SA • Baissant le montant du capital minimum lors de la création Simplifier l'obtention du statut d'OPCC pour les fonds d'investissement en amorçage pour leur faire profiter d'avantages fiscaux et donc motiver l'investissement dans les start-ups en • Allégeant la procédure d'agrément • Facilitant l'investissement	AMIC (pour OPCC ou nouveaux véhicules) CGEM (pour SAS)	MEF (pour OPCC ou nouveaux véhicules) MICIEN (pour SAS)	AMMC / MEF AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement



Propositions d'actions (3/12)

Juridique et Fiscal		Proposition de	e l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Réglementation des instruments financiers convertibles (Stock-options, OCA, BSA et autres) Offrir la possibilité aux start-ups d'utiliser des instruments financiers en phase avec leurs besoins en définissant une réglementation juridique adaptée (stock-options, BSA, OCA) qui bénéficie à la fois aux investisseurs et aux entrepreneurs	AMIC / CGEM	MEF	AMMC / MEF AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement
Dispositions relatives à la liquidation des start-ups (Médiation, accélération des procédures) Mise en place d'une procédure de liquidation simplifiée propre à la start-up (réduction de la durée de la procédure, allègement des documents administratifs à fournir, création de structures de défaisance et autres) sous certaines conditions. Exemple: • absence d'actif immobilier; • effectif ne dépassant pas cinq salariés; • chiffre d'affaires hors taxes ne dépassant pas 1000 KMAD	CGEM	MICIEN / MJ	MEF / MICIEN AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement



Propositions d'actions (4/12)

Juridique et Fiscal		Proposition de	l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Adaptation des statuts CFC pour accueillir les start-ups étrangères installées au Maroc ou marocaines ayant des activités à l'export		En cours	
Adaptation de la réglementation des changes et de l'export pour l'internationalisation des start-ups	CGEM / Structures d'accompagnement	Office des changes	MEF
Adaptation de la législation du travail pour le recrutement de talents étrangers	CGEM / Structures d'accompagnement	Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle	CGEM
Adaptation du système fiscal à la start-up et au fondateur • Stock-options • Avantages fiscaux • Exonérations fiscales à la création de jeunes entreprises innovantes « start-ups » • Exonération de la TVA ou report de TVA sans pénalité • Exonération d'IR pour les salariés de la start-up	CGEM / Structures d'accompagnement	MEF	AMMC / MICIEN AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement



Proposition de l'équipe projet

Propositions d'actions (5/12)

Juridique et Fiscal

Adaptation du système fiscal pour tous les investisseurs

- Renforcement des crédits d'impôts pour tout investissement dans fonds d'amorçage, start-ups et projets R&D
- Neutralité de la TVA pour encourager la création de fonds au Maroc et éviter leur domiciliation à l'étranger
- Transparence de l'IS pour les véhicules autres que les OPCC pour tous les investisseurs

Incitations fiscales pour les prestataires de services (juridiques, fiscales) qui adressent les start-ups

Instigateur de l'action	Pilote	Participants
AMIC / CGEM	MEF	AMMC / MICIEN AMIC / Association R&D MAROC / CGEM / Structures d'accompagnement
AMIC / CGEM	MEF	AMIC



Propositions d'actions (6/12)

Financement		Proposition de l'équipe projet	
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Création d'Innovation Bonds Mise en place de bons dédiés à l'innovation permettant aux start-ups d'accéder plus facilement au financement nécessaire au développement de nouvelles technologies ou des travaux de recherche au sein d'entreprises existantes	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	AMMC / MEF AMIC / Banques / Bourse de Casablanca / Structures d'accompagnement
Mise en place de financements bancaires pour l'exportation des start-ups	Structures d'accompagnement	MEF	Banques
Simplification des procédures d'accès aux financements étrangers (Office des changes)	Structures d'accompagnement	MEF	Banques / Office des changes
Augmentation de la dotation d'achats en devises pour les start-ups labellisées et simplification des paiements électroniques en devises Mise en place d'un cadre de travail favorable permettant aux start-ups labélisées de bénéficier davantage de liberté de change pour effectuer des transactions à l'étranger de manière simplifiée et accélérée	Structures d'accompagnement	MEF	Office des changes CGEM / Structures d'accompagnement
Pérennisation et développement de l'initiative Innov Invest Création de subventions, bourses ou aides financières aux entrepreneurs ayant une start-up labélisée pour leur permettre de s'engager à temps plein dans la réussite de leur projet et ne pas avoir à se soucier de leur subsistance	Structures d'accompagnement	CCG	CGEM / Structures d'accompagnement



Propositions d'actions (7/12)

Financement			
		Proposition de	l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Mise en place d'un marché secondaire pour l'échange de parts de capital des start-ups Création d'un marché secondaire pour les participations de seconde main permettant aux investisseurs de disposer de portefeuilles déjà matures et moins risqués , et qui renforce la liquidité des actions détenues dans les start-ups	Bourse de Casablanca AMIC / CGEM	MEF	AMMC / MEF AMIC / Banques / Bourse de Casablanca /
Standardisation et normalisation des documents (contrats, évaluation), processus et méthodes Elaborer un contrat standard d'émission sous seing privé (type Safe Note ou AIR) qui réserve le droit à son acquéreur de convertir le montant de son investissement en actions après la survenance d'un événement ultérieur (ex : levée de fonds). Le contrat doit préciser : le montant de l'investissement, les garanties, l'engagement des parties, le taux de décote sur la valorisation de la start-up Intérêt pour l'investisseur : Disposer de titres de participations très tôt dans le stade d'évolution de la start-up suivant un modèle de valorisation harmonisé et ainsi qui tient compte de l'intérêt des investisseurs et des entrepreneurs lors de la seconde levée de fonds	AMIC	AMIC	CCG AMIC / CGEM / FMSAR / GPBM / Investisseurs institutionnels (Banques, Assurances, Services financiers)/ Structures d'accompagnement



Propositions d'actions (8/12)

Financement		Proposition d	le l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Centralisation de l'information relative aux aides publiques adressées aux porteurs de projets innovants		En cours par le MEF	
Mise en place d'un système d'encouragement financier des chercheurs sur la base du nombre de publications et de dépôts de brevets (thèse CIFRE, subvention des coûts de dépôts de brevets)	Structures d'accompagnement	MEN	ENSSUP / MEF / Universités / OMPIC R&D MAROC
Structuration du réseau des Business Angels	CGEM	CGEM	AMIC / FESM
Promouvoir les sources alternatives de financement au profit des jeunes porteurs de projets innovants (Fonds d'investissement, Plateformes de prévente et autres) Mobiliser les acteurs politiques pour l'accélération du vote de la loi sur le crowdfunding	Structures d'accompagnement	MEF	MEF CGEM / Structures d'accompagnement
Mise en place de bourses de vie pour les entrepreneurs ne disposant pas de ressources suffisantes	Structures d'accompagnement	MEF	MEF CGEM / Structures d'accompagnement



Propositions d'actions (9/12)

Support Proposition de l'équipe		e l'équipe projet	
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Renforcement du soutien public aux structures d'accompagnement et d'accélération des porteurs de projet (financier, technique, mise en relation et autres)	En cours		
Renforcement de la communication autour des prestations proposées par les structures d'accompagnement aux grandes entreprises (conseil, coaching, formations et autres)	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	CGEM / Agences de communication
Création d'une fédération pour les structures d'accompagnement	CGEM	MEN	Universités CGEM / MAScIR / Structures d'accompagnement
Adaptation des programmes d'incubation aux contraintes des étudiants (horaires, charge de travail et autres)	AMIC / Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	Ecoles / Universités / MEF
Communication plus importante autour des appels à projets et des concours d'innovation	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	Agence de communication
Création de bureaux de transfert de technologies (TTO) assurant les interactions entre les entreprises, les universités et les centres de recherche et création d'un cadre adéquat pour le transfert de technologie	CGEM	MEN	CGEM / Structures d'accompagnement / Universités
Multiplication des actions de mise en relation des acteurs de l'écosystème et des experts avec les porteurs de projets (forums, startup week-ends, conférences et autres)	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	CGEM



Proposition de l'équipe projet

Propositions d'actions (10/12)

Marché		Proposition de l'équipe projet	
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Analyse et simplification des procédures d'accès aux marchés publics	CGEM	CGEM	Structures d'accompagnement
Marchés publics adressés aux start-ups Soutenir le développement des start-ups en instaurant des quotas dans les appels d'offres publics afin de leur permettre d'avoir une chance d'obtenir des contrats et donc d'assurer la survie de leurs structures	CGEM	MEF/Structures d'accompagnement	MICIEN AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement
Incitation et sensibilisation des grandes entreprises à la collaboration avec les start-ups (par le biais d'un label, d'une charte, simplification des procédures ou autres) -> Small Buyer Act, business cases	ССЕМ	CGEM	AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement
Définition, au niveau des contrats de service, des clauses portant sur des modalités de paiement adaptées aux start-ups : paiement d'acomptes, paiement à la livraison du service et autres	CGEM	CGEM / Structures d'accompagnement	AMIC / CGEM / Structures d'accompagnement
Allègement des conditions d'accès des start-ups aux marchés stratégiques (banques, assurances, services financiers)	CGEM	Structures d'accompagnement	CGEM
Création d'une base de données exhaustive des startups opérant au Maroc et leurs offres de produits/services	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	MEF / CGEM / MICIEN / OMPIC
Accompagnement des start-ups par les grandes entreprises marocaines ou les multinationales locales dans l'accès aux marchés internationaux sous forme de contrats de sous-traitance à titre d'exemple	ССЕМ	Structures d'accompagnement/ CGEM	CGEM



Propositions d'actions (11/12)

Culture		Proposition de l'équipe projet	
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Système de certification des mentors et experts dans l'accompagnement des start-ups	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	CGEM
Stimulation de la créativité et de l'imagination à travers la multiplication d'actions d'initiation aux principes de l'innovation et de la créativité dans des centres dédiés aux jeunes (centres culturels, centres d'initiation artistique, bibliothèques, musées et autres)	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	Pouvoirs publics
Sensibilisation des grandes entreprises sur les opportunités offertes par les start-ups en termes de transformation numérique et de projets innovants / Mise en contact des entreprises avec les start-ups	CGEM	Structures d'accompagnement	CGEM
Définition d'un plan de communication autour des startups ayant réussi leurs projets d'innovation -Constitution d'une base de données des start-ups marocaines -Sélection des success stories -Entretiens avec les entrepreneurs -Publication d'articles périodiques (via des magazines et les réseaux sociaux)	Structures d'accompagnement	Structures d'accompagnement	Agence de communication



Propositions d'actions (12/12)

Capital Humain		Proposition de	l'équipe projet
	Instigateur de l'action	Pilote	Participants
Mettre en place des plateformes de formation à destination des entrepreneurs permettant l'accès à une base de données et à une liste d'experts/coachs en mesure d'accompagner la mise à niveau des porteurs de projets sur des thématiques variées (finance, marketing, communication, business plans et autres)	CGEM / AMIC	AMIC	Structures d'accompagnement
Elaboration d'un programme national pour le développement de l'esprit entrepreneurial dans les établissements d'enseignement	CNPEI	CNPEI	CGEM / Structures d'accompagnement / Pouvoirs publics
Renforcer la participation des opérateurs privés dans les programmes d'enseignement (Universités et Instituts de formation) Elaborer un système d'incitations fiscales pour les entreprises qui financent ou sponsorisent des événements de networking au profit des jeunes entrepreneurs.	CGEM	CGEM / Structures d'accompagnement	MEN / Universités
Réforme de l'éducation nationale dans le sens d'une meilleure adéquation aux métiers d'avenir	CNPEI	MEN	CGEM / Structures d'accompagnement / CNPEI
Mise en place d'un statut «Chercheur» permettant de disposer de ressources financières, techniques et administratives suffisantes pour promouvoir l'innovation	CNPEI	MEN	CGEM / Structures d'accompagnement / CNPEI

Sommaire

7.	Annexes	Page
6.	Feuille de route	Page
5.	Propositions d'actions	Page
4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	Page
3.	Benchmark international	Page
2.	Écosystème Start-ups au Maroc	Page
1.	Environnement entrepreneurial	Page



Feuille de route 2019-2021 Cartographie des recommandations

2021

2020

2019

Mise en place d'un marché secondaire pour l'échange de parts de capital des start-ups

Création d'Innovation Bonds

Adaptation des statuts CFC pour accueillir les start-ups étrangères installées au Maroc ou marocaines ayant des activités à l'export

Dispositions relatives à la **liquidation des start-ups** (Médiation, accélération des procédures, structures de défaisance)

> Réforme de la SAS, du statut OPCC (conditions, flexibilité, capital, procédure et autres) et/ou véhicules dédiés

Définition de la start-up et de son statut juridique

Création d'une instance nationale publique-privée fédérant les acteurs de l'écosystème pour développer une vision commune et pérenne pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation

Modèle de contrat d'investissement dédié à l'amorçage (type Safe Note ou AIR)

Mise en place de quotas dans les marchés publics adressés aux start-ups Adaptation du système fiscal à la start-up et au fondateur

Adaptation du système fiscal pour tous les investisseurs

Augmentation de la dotation d'achats en devises pour les start-ups labellisées et simplification des paiements électroniques en devises (Office des Changes)

Réglementation des instruments financiers convertibles (Stock-options, OCA, BSA et autres)

> Mise en place d'un système d'aide aux créateurs d'entreprises

2020 2021

Sommaire

7.	Annexes	48
6.	Feuille de route	46
5.	Propositions d'actions	33
4.	Diagnostic de l'écosystème Start-ups au Maroc	26
3.	Benchmark international	11
2.	Écosystème Start-ups au Maroc	6
1.	Environnement entrepreneurial	4



Acronymes

AMIC	Association Marocaine des Investisseurs en Capital
АММС	Autorité Marocaine du Marché des Capitaux
BSA	Bons de Souscription d'Actions
CCG	Caisse Centrale de Garantie
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CNPEI	Conseil National public-privé pour la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation au Maroc
ENSSUP	Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
FMSAR	Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurances et de Réassurance
GРВМ	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
MICIEN	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MJ	Ministère de la Justice
OCA	Obligations Convertibles en Actions



Créée en 2000, l'Association Marocaine des Investisseurs en Capital est une association professionnelle indépendante qui représente la quasitotalité des sociétés de gestion de fonds d'investissement opérant au Maroc.

L'AMIC a pour vocation de **fédérer**, **représenter** et **promouvoir l'industrie marocaine du capital investissement** auprès des investisseurs institutionnels locaux et internationaux, des pouvoirs publics et des entrepreneurs.

L'AMIC s'est donnée pour mission principale de **renforcer la compétitivité de l'industrie du capital investissement** au Maroc et à l'international à travers :

- Une communication efficace et pédagogique sur l'industrie du capital investissement
- La réalisation d'études et enquêtes fiables sur l'activité du capital investissement au Maroc
- La participation active aux débats relatifs à tout projet de texte règlementant l'activité du secteur
- La mise en place d'une charte régissant l'activité de capital investissement veillant au respect de la déontologie
- L'apport d'un service d'appui aux membres sur les aspects règlementaires relatifs à la profession
- Le développement d'un programme de formation de qualité sur tous les aspects du métier d'investisseurs en capital

www.amic.org.ma



Partenaires



CIH BANK, créée en 1920 est une banque universelle qui propose des services visant différents marchés, tout en capitalisant sur son expertise en matière de crédit immobilier, son métier historique. Aujourd'hui, CIH Bank se positionne en tant que première banque digitale du secteur, en lançant des offres innovantes en phase avec les évolutions technologiques et le mode de vie de sa clientèle. http://www.cihbank.ma



Le **TECHNOPARK** a pour mission d'aider à la création et au développement d'entreprises dans les TIC, les Green Tech et l'Industrie Culturelle au Maroc.

Il compte en permanence, sur les 3 sites de Casablanca, Rabat et Tanger, 280 start-ups innovantes et PMEs marocaines, 2 000 salariés d'une moyenne d'âge de 30 ans, plus de 10% du chiffre d'affaires TIC national (hors télécom) et un turnover naturel de plus de 60 nouvelles start-ups chaque année. www.technopark.ma



Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Il se compose de cinq institutions engagées en faveur de la réduction de la pauvreté, d'un plus grand partage de la prospérité et de la promotion d'un développement durable. Deux objectifs clés de la Banque mondial sont les suivants : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 en abaissant le pourcentage de la population mondiale qui dispose de moins de 1,90 dollar par jour ; augmenter les revenus des 40 % les plus pauvres de la population dans chaque pays. En 2018 globalement le groupe de la Banque Mondiale a été responsable pour 66,9 milliards de dollars américains de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées. http://www.banquemondiale.org



Partenaires

Créée en 1959 au lendemain de l'Indépendance, la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) a constitué pour les Pouvoirs Publics un organisme de sécurisation de l'épargne nationale via une gestion rigoureuse des dépôts. Le développement des ressources de la CDG depuis sa création s'est accompagné d'un élargissement de ses missions ainsi que d'une modernisation continue de ses modes de fonctionnement et de son organisation.



Au fil des années, la CDG s'est érigée en un véritable catalyseur d'investissements de long terme tout en développant un savoir-faire unique dans la réalisation de grands projets structurants. Son statut public et la nature des fonds à caractère privé qui lui sont confiés exigent une grande rigueur dans les règles de gestion et la sélection de ses investissements. La CDG a su conjuguer cette double mission en sécurisant l'épargne collectée tout en accompagnant le développement économique du Royaume. Cette mission duale constitue l'élément fondamental de l'identité de la CDG.

La vocation de la CDG est résumée dans sa devise : «Pour le Maroc Avenir». Elle marque l'engagement du Groupe en faveur de la dynamique de progrès du pays, à travers la mobilisation de l'ensemble de ses leviers en matière de collecte et de protection de l'épargne, d'extension de la prévoyance sociale, de financement de l'économie, de conduite des grands projets d'infrastructures et d'appui aux politiques sectorielles.

Un portefeuille d'activités diversifié

Dans le but d'accompagner le développement national, le Groupe CDG a graduellement enrichi et diversifié son portefeuille d'activités. Celui-ci s'organise aujourd'hui autour de quatre domaines d'activités stratégiques :

- 1- Epargne et Prévoyance ;
- 2- Développement territorial;
- 3- Tourisme;
- 4- Banque, Finance et Investissement.